

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

IRAN/DIPLOMATIE :
L'UE JUGE "INACCEPTABLE" LA RÉPRESSION DES MANIFESTATIONS

L'Union européenne a jugé hier "injustifiable et inacceptable" l'usage "généralisé et disproportionné de la force" contre les manifestants en Iran, après neuf jours de protestations contre la mort d'une jeune femme détenue par la police des mœurs, qui ont fait 41 morts. Un bilan qui, au reste, pourrait être plus lourd, l'ONG Iran Human Rights basée à Oslo faisant état d'au moins 54 manifestants tués.

ITALIE/ELECTIONS.
L'EXTRÊME DROITE AUX PORTES DU POUVOIR

Les Italiens se sont rendus en nombre aux urnes hier pour élire leur Parlement, où sauf surprise l'extrême droite devrait entrer en force et proposer le Premier ministre qui succédera à Mario Draghi. Selon le ministère de l'Intérieur, l'affluence était de plus de 19% à 10H00 GMT (11h00 au Gabon), en ligne avec les législatives de 2018, et de nombreuses files d'attente se sont formées devant les bureaux de vote dans diverses régions du pays.

SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE/LÉGISLATIVES.
POSSIBLE CHANGEMENT DE MAJORITÉ

Les élections législatives se déroulaient hier sans incident majeur à Sao Tomé-et-Principe, où la coalition de centre-gauche au pouvoir pourrait céder sa fragile majorité au centre-droit dans ce petit archipel lusophone très pauvre, considéré comme un modèle de démocratie parlementaire en Afrique. Quelque 100 000 électeurs sur 215 000 habitants étaient appelés à renouveler les 55 députés de l'Assemblée nationale pour quatre ans, en même temps que les élus

ONU : le Mali s'en prend à la France

RAREMENT un pays africain a été aussi critique à l'endroit de la France. La tribune des Nations unies a permis, samedi dernier, au pouvoir malien, à travers son Premier ministre, Abdoulaye Maïga, de régler ses comptes aux autorités de Paris par rapport à la situation sécuritaire dans son pays et dans le Sahel.

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

C'est à un véritable lynchage qu'a eu droit la France à la tribune des Nations-unies, samedi dernier, de la part des autorités maliennes. Sur le retrait des militaires français de la force Barkhane du Mali, Abdoulaye Maïga a estimé lors de son discours à l'Assemblée générale des Nations unies que le Mali avait été «poignardé dans le dos par les autorités françaises».

Le colonel Abdoulaye Maïga, Premier ministre par intérim du Mali, s'en est violemment pris samedi à la tribune de l'ONU au gouvernement français, qu'il a qualifié de «junte», ainsi qu'à plusieurs responsables africains et au secrétaire général de l'ONU. «Les autorités françaises, profondément anti-françaises pour avoir renié les valeurs morales universelles et trahi le lourd héritage humaniste des philosophes des lumières, se sont transformées en uneunte au service de l'obscurantisme», a déclaré, trois fois, le colonel Maïga désigné Premier ministre par intérim en août par le chef de launte malienne, le colonel Assimi Goïta. Accusant la France de «pratique néocoloniale, condescendante, paternaliste et revancharde», il a en revanche salué «les relations de coopération exemplaire et fructueuse entre le Mali et la Russie». En outre, le chef du gouvernement par intérim a rejeté les déclarations du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres qui a affirmé, il y a quelques jours lors d'une interview à RFI et France



Premier ministre malien, à la tribune de l'Onu

24, que les 46 soldats ivoiriens détenus au Mali depuis début juillet n'étaient pas des «mercenaires», contredisant les accusations de Bamako. «Souffrez que je vous exprime mon profond désaccord suite à votre récente sortie médiatique», a

lancé le colonel, qualifiant l'affaire de «bilatérale et judiciaire». Alors que cette affaire a tourné à la crise diplomatique entre les deux pays voisins, il a estimé que cela «ne (relevait) pas des attributions du secrétaire général des Nations unies».

«M. le secrétaire général, le Mali tirera toutes les conséquences de droit de vos agissements», a-t-il ajouté, avant de répéter sa demande d'une réforme de la force de maintien de la paix de l'ONU au Mali, la Minusma, en cours de revue par l'ONU.

Plusieurs dirigeants et la Cédéao non épargnés



Mohamed Bazoum, le président nigérien, l'une des cibles de Bamako

J.O
Libreville/Gabon

Le Premier ministre malien, Abdoulaye Maïga, a également fait feu de tout bois sur certains dirigeants africains. Il a vertement critiqué le président nigérien Mohamed

Bazoum, qu'il a accusé de ne pas être nigérien, ou le chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara, en décrivant la «manœuvre» permettant à un président de «conserver le pouvoir pour lui seul et son clan» en changeant la Constitution pour obtenir un troisième mandat.

Tout comme il n'a pas épargné l'organisation sous-régionale, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Il a accusé son président en exercice, le Bissau-Guinéen Umaro Sissoco Embaló, de «mimétisme» des Nations unies. «Il est important de lui préciser que le secrétaire général des Nations unies n'est pas un chef d'Etat et le président en exercice de la Cédéao n'est pas un fonctionnaire. Par conséquent, il serait indiqué qu'il ne banalise pas la Cédéao», a-t-il déclaré.

Il faut rappeler que depuis l'arrivée au pouvoir de launte au Mali, les relations avec la France et la plupart de ses voisins, ainsi qu'avec la Cédéao, se sont totalement dégradées. Au point où certains pays ont dû retirer leurs forces militaires. D'ailleurs, cette organisation a pris certaines mesures restrictives à l'endroit des autorités militaires de Bamako.

Photo: DR

Photo: DR